



Feuille de route

AFFAIRES

EUROPÉENNES

PLUS D'EXCUSES AUX RENONCEMENTS FRANÇAIS

Principes

L'objectif est de préparer la prochaine présidence française du Conseil des ministres de l'UE, qui arrive au premier semestre 2022, au moment de la prochaine élection présidentielle. C'est pourquoi nous avons dessiné ici quatre phases, de six mois chacune.

Phase 1 : Expliquer les rouages de l'Union Européenne

Phase 2 : Formuler les moyens de faire aboutir des politiques du Gouv au sein de l'Union

Phase 3 : Identifier la meilleure stratégie pour la réaffirmation des intérêts français en Europe

Phase 4 : Faire de la prochaine campagne présidentielle le levier du retour à la prééminence du droit national sur le droit européen

1. La maîtrise des rouages de l'Union européenne

Un gouvernement de redressement de la France sera sans cesse confronté aux textes européens. Des gouvernements successifs s'en sont en effet remis sans cesse à l'Union européenne avec un mélange de naïveté et de cynisme. Naïveté car ils projettent sur l'Union européenne des vertus imaginaires, cynisme car ils en font une sorte d'exutoire de leurs échecs français. La réalité est beaucoup plus prosaïque.

Nos dirigeants, nos hauts fonctionnaires, nos médias et nos intellectuels ne maîtrisent pas les rouages ni les arcanes de l'Union européenne. Nos gouvernements sont de plus en plus incapables, à chaque renouvellement de la Commission européenne, de placer leurs représentants auprès des commissaires ou dans les directions. Nos parlementaires européens sont connus pour leur absentéisme. Il y a un premier devoir, par conséquent pour Le Gouv : faire connaître, aider les Français à maîtriser les rouages des institutions européennes, être capable, comme projet de gouvernement, de dire ce qui est possible dans le cadre actuel de l'Union et ce qui ne l'est pas. **Le ministère des Affaires Européennes du Gouv aura donc pour première tâche d'évaluer la faisabilité, dans le cadre de l'UE, des politiques proposées dans chaque dossier par les autres ministères.**

Faire comprendre aux Français les rouages de l'Union européenne
— 2^{ème} semestre 2020 —

- ➔ Dresser une cartographie de la Commission européenne et des influences respectives des pays en son sein
- ➔ Identifier les politiques d'alliances au sein du Conseil européen
- ➔ Analyser les débats sur l'Union européenne dans les différents pays
- ➔ Evaluer la faisabilité des différentes propositions du Gouv dans l'état actuel des textes européens

Principes

Bien entendu, il ne faudra pas s'en arrêter à la compréhension des rouages au sens institutionnel du terme. Le projet européen est un projet dont l'objectif explicite, depuis Jean Monnet, a été de « substituer l'administration des choses au gouvernement des hommes ». Le projet du Gouv est un projet politique. Nous voulons remettre le gouvernement des hommes au coeur des projets européens.

2. Forger les outils

Une fois le constat de compatibilité ou d'incompatibilité établi, il s'agira d'imaginer les moyens de faire avancer nos politiques face aux autres États-membres de l'Union européenne. Pour cela, il faut être force de proposition, élaborer des stratégies, trouver des alliés et choisir des chemins institutionnels. **Le ministère des Affaires européennes proposera aux autres ministères des chemins pour permettre à la France de faire aboutir ses intérêts au sein de l'Union, face aux autres États-membres. On n'aura pas peur de la confrontation, en se rappelant que le général de Gaulle a su pratiquer la « politique de la chaise vide ».**

Formuler les moyens de faire aboutir des politiques du Gouv au sein de l'Union européenne — 1^{er} semestre 2021 —

- ➔ Proposer au conseil des ministres une méthode pour faire aboutir chacune des mesures du Gouv. Une fois constatées les entraves éventuelles des textes européens aux politiques que nous proposons, il faut se demander comment faire prévaloir les intérêts de la souveraineté nationale.
- ➔ Mettre en place une communication ad hoc sur les objectifs de la politique du Gouv au sein des institutions de l'Union et sur l'avancée des négociations en cours.
- ➔ Sélectionner le secteur qui permettrait d'empocher une victoire française ou une victoire à plusieurs pays, pour réhabituer le pays à la primauté de l'intérêt national, au service duquel le projet européen doit se situer.
- ➔ Faire des simulations de négociations pour tester la solidité des concepts.

3. Le choix stratégique fondamental

Il est tout à fait certain que Le Gouv fera le constat, régulier ou répété, de l'impossibilité de faire avancer certains de ses projets du fait du cadre de l'Union européenne. Il faudra alors en tirer les conséquences. C'est au deuxième semestre 2021 que le Gouv devra faire un choix fondamental : Sommes-nous prêts à sortir d'une politique européenne qui ne correspond pas à nos intérêts et à laquelle s'accrocherait une majorité de membres de l'Union ? Sommes-nous prêts à assumer les conséquences d'un retrait de telle ou telle politique européenne ? Sommes-nous disposés, s'il était confirmé que nos intérêts vitaux sont en jeu, à envisager le Frexit ?

Principes

Bien entendu, on peut imaginer que l'Union européenne ait connu, entre l'installation du Gouv et le second semestre 2021 bien des turbulences voire des bouleversements. Nul ne peut prédire quelles seront les conséquences de la crise économique et sociale post-Covid. D'autre part, c'est en septembre 2021 que les Allemands éliront un nouveau gouvernement. Il n'est pas possible, pour l'instant, d'arrêter une stratégie immuable. Nul ne sait si l'euro va résister aux débats interallemands dans les dix-huit mois qui viennent. En revanche, il faut bien comprendre que l'on rentre, mi-2021, dans une période d'un an tout à fait décisive, jusqu'aux élections présidentielle et législatives françaises. **Le ministère des Affaires européennes aura pour mission de proposer aux autres ministères des chemins réalistes de sortie de tout ou partie des politiques européennes. L'objectif retenu (« quel pourcentage de Frexit ? », les éléments que l'on garde et ceux dont on souhaite s'extraire) devra être pensé dans le cadre de la campagne présidentielle, au premier semestre 2022.**

Six mois pour concevoir la bonne stratégie — 2^{ème} semestre 2021 —

- ➔ Évaluation, durant l'été, du champ des possibles par la présidence plurielle et le cabinet du Gouv.
- ➔ Bilan, fin septembre, des élections allemandes, qui demanderont un ajustement stratégique.
- ➔ La décision sur le « pourcentage de Frexit » à envisager sera alors définitivement adoptée.
- ➔ Les argumentaires d'une campagne destinée à rassembler le peuple français derrière les objectifs européens du Gouv et donc à peser sur les candidats à l'élection présidentielle, seront alors élaborés.

La présidence française du Conseil européen offre une occasion unique de faire entendre la voix du pays. Le Gouv devra plaider pour un agenda véritablement établi par le gouvernement français et non imposé par la Commission européenne, pour des positions qui ne cherchent pas à tout prix le consensus au sein du Conseil.

4. La campagne présidentielle et les élections législatives pour réaffirmer la priorité du droit national sur le droit européen, premier semestre 2022

L'objectif à atteindre est d'obtenir qu'une large majorité du peuple français se prononce pour la politique européenne du Gouv. On pourra alors faire avancer l'éventualité d'un référendum sur le principe et les modalités d'appartenance à l'Union européenne en obtenant qu'un ou plusieurs candidats la reprennent à leur compte. Ce référendum se tiendrait le même jour que les élections législatives qui suivent la présidentielle.

Principes

Deux ans à l'avance, trois scénarios sont envisageables

Scénario n°1

L'Union européenne a traversé de grosses secousses après la crise du Coronavirus. La zone euro a éclaté. De profondes modifications dans les autres politiques de l'Union sont intervenues, certaines subies, d'autres accompagnées par les États-membres. Dans ce cas, la campagne présidentielle sert à porter à l'Élysée, à Matignon et à l'Assemblée nationale une majorité et un gouvernement capables de consolider le retour à la primauté du droit national et au droit de veto du Parlement français. La campagne du référendum peut être menée de manière relativement paisible car il s'agit de procurer une large majorité à un projet consistant à pousser jusqu'au bout le passage de l'Union européenne d'une logique fédérale à une logique intergouvernementale. **La campagne porte essentiellement sur l'intention française d'établir un contrôle des institutions européennes par le Parlement français.**

Scénario n°2

L'Union européenne a profité de la crise du COVID 19 et de la complicité du gouvernement français pour se renforcer. Il est apparu que la plupart des grands objectifs élaborés par le Gouv sont inapplicables. Il ne semble pas possible de constituer au Conseil européen des majorités capables d'appuyer la position française. **Le Gouv soutient donc un référendum sur une sortie de l'Union européenne.**

Scénario n°3

Un scénario intermédiaire s'est imposé. **Le référendum a pour objectif de confier au gouvernement français un mandat clair pour négocier une nouvelle configuration française dans l'Union européenne.** Le négociateur français prévient d'emblée ses partenaires qu'il y aura un (second) référendum de ratification de l'accord qui sera signé.



LE GOUV